

## CSE du 8 février 2024

***Vœu intersyndical sur l'initiative du Collectif éducation contre les LGBTphobies : la CFDT (FEP et SGEN), la CGT, la FCPE, la FSU, SUD éducation, l'UNSA, et les associations lycéennes et étudiantes ( FIDL, USL, UNEF, Solidaires étudiantes, l'union étudiante).***

Nos syndicats et associations, membres du Collectif éducation contre les LGBTphobies en milieu scolaire et universitaire, ont dans leur presque totalité appelé à manifester le 1<sup>er</sup> février dernier, dénonçant ce qui se cache derrière la réforme « choc des savoirs » : une école de la sélection et du tri, un lieu de discrimination. Partout en France, la mobilisation a été une réussite. Il est temps d'écouter les personnels, les représentants des élèves et des parents et prendre en compte l'expertise de celles et ceux qui accompagnent les citoyens et citoyennes de demain.

Les textes étudiés au CSE de ce jour veulent affirmer un recentrage toujours plus important, dans le cadre de cette réforme, sur l'acquisition des seuls savoirs dits « fondamentaux ». Les grilles horaires qui y sont inscrites n'intègrent pas le doublement de l'EMC dont l'interaction avec l'enseignement d'« éducations à » comme l'EMI, l'EDD ou l'Éducation à la citoyenneté est renforcée.

Mais, dans ces textes étudiés ce jour, aucune mention, aucune place dédiée à l'éducation à la sexualité et à la vie affective. Pourtant les signaux d'urgence sont nombreux. Le Haut Conseil à l'Égalité, dans son dernier rapport sur l'état du sexisme révèle des éléments inquiétants concernant l'ancrage des violences liées au genre chez les 15-24 ans avec en toile de fond l'usage des réseaux sociaux. L'instance, au passage, n'est pas tendre envers l'école qu'elle dit reproductrice de stéréotypes de genres, ce qui n'est plus une surprise. Le rapport 2023 de la CIVISE montre qu'un enfant sur 10 est victime d'inceste. L'école doit jouer un rôle protecteur et les cours d'éducation à la sexualité et à la vie affective doivent, dès la maternelle, permettre aux enfants de mettre leurs mots sur les violences intrafamiliales qu'ils et elles subissent. Dans le même temps, les attaques LGBTQIAphobes, sexistes se banalisent jusque dans les écoles laissant quelques écoles privées sous contrat faire la Une des journaux à ce sujet sans que le ministère s'en émeuve.

Le CSE demande un signal politique fort passant par la parution rapide de projets de programmes d'éducation à la sexualité et à la vie affective émancipateurs, projets qui devront bénéficier du temps adapté laissé au dialogue social avant leur effectivité à la rentrée 2024. Le CSE souhaite que des discussions sereines, prenant le temps nécessaire, puissent déboucher sur des programmes qui, par une inscription claire dans les temps scolaires, limiteront au maximum tout évitement et toute dérive.